

elle accompagne tout naturellement l'essor du français (le plus ancien témoin est ici de 1228, mais la série ne prend toute sa consistance qu'aux années 1270) et, plus fondamentale encore, la diversification typologique : des lettres (une dizaine) que l'on se met à conserver, des règlements, des documents en matière féodale, des bornages de justices, des actes circonstanciés de fondation d'hôpital ou de chapellenie, des accords familiaux, des conventions matrimoniales...

L'introduction, assez brève mais complète, pose encore le problème toujours obscur de la genèse des actes : dominée d'abord par les destinataires, la production des actes, quelques menus dossiers à part, continue au XIII<sup>e</sup> s. à déjouer les attentes ; quelque normalisée voire stéréotypée qu'elle puisse paraître en diverses composantes (du protocole au sceau en passant par le format ou l'écriture), elle ne dépend que rarement d'un personnel centralisé de clercs-chapelains et, comme dans le cas plus célèbre de Jean de Joinville, fait supposer le recours à un milieu à la fois mobile et homogène d'écrivains « publics » transparents à leur production.

La qualité de l'édition est excellente ; sa maniabilité est renforcée par la clarté des registres et la générosité des commentaires historiques comme par plusieurs listes (destinataires, sceaux...) et par un bel index des noms propres des personnes et des lieux, qui fait d'autant regretter l'absence d'un *index verborum* qui eût mieux fait savourer encore la polyphonie des actes.

Olivier GUYOTJEANNIN.

Paul OLDFIELD. — *City and Community in Norman Italy*. Cambridge, Cambridge University Press, 2009, XV-294 p., 1 carte (Cambridge Studies in Medieval Life and Thought. Fourth Series, 72).

La ville du Moyen Âge italien est indiscutablement un des lieux les plus fréquentés de l'histoire médiévale, italienne et européenne, et plus encore l'histoire du développement exceptionnel de la ville en Italie aux XI<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> s. Face à une production à peu près sans limites sur l'aventure communale des villes de l'Italie du Centre et du Nord, qui analyse ses origines, son développement et son déclin, bien rares sont les études sur les villes méridionales.

L'A. de ce volume très dense attribue justement ce faible intérêt à deux raisons essentiellement propres au débat politique et culturel italien : d'un côté, l'exemplarité absolue du cas des communes du Centre et du Nord – alors que le Mezzogiorno se

présente, lui, comme une contribution originale à la construction d'une monarchie unitaire et centralisée –, exemplarité qui a constitué un paradigme auquel toutes les autres villes italiennes devaient être confrontées ; de l'autre, le poids d'une historiographie qui, après l'Unité italienne, a veillé à construire l'histoire du *Mezzogiorno* en opposition constante à celle de l'Italie du Nord, afin de justifier l'interprétation « méridionaliste » de la diversité entre Nord et Sud. L'A. souligne alors : « *while Meridionalismo has recently begun to be questioned, its influence on the medieval period remains strong* » (p. 4). Il faut ajouter toutefois que l'historiographie italienne n'a pas toujours été à l'unisson et, ces dernières décennies – depuis les réflexions de G. Galasso jusqu'aux dernières contributions de G. Vitolo –, on assiste à une tentative solide de déplacer vers un autre plan de l'histoire des villes européennes les faits propres au *Mezzogiorno*, en les désolidarisant de la confrontation asphyxiante avec le modèle communal.

L'opération n'est pas toujours simple ou vraiment possible, mais assurément le livre de P. Oldfield va dans cette direction, celle d'une « déprovincialisation » du débat sur les villes du Midi italien. En effet, l'A., un bon connaisseur des sources et de l'historiographie méridionale, apporte sa contribution stimulante au débat sur l'histoire des villes méridionales, en réévaluant justement cette période que l'on considère très souvent comme point de départ significatif du déclin des villes du Midi italien.

L'A. reconnaît tout d'abord que les mots employés dans la documentation sont souvent ambigus, mais que cette ambiguïté reflète une fluidité des institutions et des distinctions sociales, et que leur élasticité s'adapte bien à une société en mouvement. Ainsi, et ce n'est pas un hasard, dès l'introduction, l'A. évite autant que possible l'emploi du mot « *Commune* », car chargé de significations et de mémoire historiographique qui en déterminent souvent le sens dans un but de comparaison avec les « vraies » communes du Nord, et lui préfère celui de « *Community* », d'« *Identity* », de « *Citizenship* » ou de « *Self-government* ».

Bien sûr, le texte, qui se veut être une synthèse interprétative et non pas seulement une analyse, annonce qu'il ne prétend pas examiner toutes les situations urbaines du Midi italien, mais qu'il veut se concentrer sur les zones de tradition latine. Sont donc délaissées la Sicile et la Calabre qui, entre tradition grecque et présence musulmane, offrent un tableau ultérieurement différencié. Parmi les villes de la péninsule, l'A. s'arrête sur celles qui

sont par tradition « capitales », comme Bénévent, Salerne, Capoue et Bari dont se détachent des centres mineurs, comme Averse, Conversano, Trani et Troia, avec une préférence nette pour les Pouilles, tandis que les cas atypiques de Naples et d'Amalfi sont traités en marge.

Le volume est divisé en deux grandes sections et neuf chapitres. La première section, intitulée « *Urban government and communal independence* » (p. 15-162), étudie dans la diachronie les événements du *Mezzogiorno* depuis l'arrivée des Normands, durant les premières décennies du XI<sup>e</sup> s. jusqu'en 1220. L'A. veut voir dans la conquête normande un facteur non négatif pour le destin des communautés urbaines. Par exemple, pour la conquête elle-même, il retient que « *the dynamics of the conquest actually acted as "stimuli" for urban communities to grow more accustomed to self-government as their previous rulers weakened* » (p. 28). Mais pour la période de crise, entre le décès de Robert Guiscard et l'ascension de Roger II, il estime qu'elle permit aux villes de Bari, de Bénévent ou de Gaète de renforcer les structures de gouvernement de leurs communautés, tandis que les centres plus contrôlés, comme Salerne, Averse ou Conversano, uniformisent leurs formes d'autogouvernement en présence de seigneurs locaux, comme le duc de Pouille ou le comte de Conversano. Il n'est donc pas étonnant que datent des années qui précèdent et suivent immédiatement la conquête de Roger II les amplexes privilèges en faveur de certaines villes : Troia en 1127, Bari en 1132, Trani en 1139.

Il s'agit sûrement du tournant le plus complexe, car même si l'A. entend prouver la restructuration et la consolidation des autonomies citadines et non pas leur annulation, il ne faut pas oublier que ces mêmes villes s'opposèrent régulièrement, non sans risques et violences, à l'action de Roger II et de son successeur, Guillaume I<sup>er</sup>. L'A. fait bien de souligner combien certains cas de révolte et de punition, comme celle de Bari en 1155-1156, doivent être considérés avec attention. Bari fut pratiquement contrainte à se soulever contre Guillaume I<sup>er</sup> à cause de l'arrivée des Byzantins, mais n'a pas été la promotrice de la révolte. On peut affirmer par ailleurs que le roi décida que cette ville, avec Brindisi, était le symbole de la révolte et la punit donc avec sévérité. Le risque interprétatif consiste à se laisser aller à une vision trop irénique, en opposition à celle du roi-tyran ou du monarque absolu.

Ces réserves faites, l'A. démontre néanmoins, avec de bons exemples, combien la présence de la monarchie à l'intérieur des villes ne fut pas trop

pénible : les Hauteville sont peu présents physiquement et leurs principaux représentants (les justiciers, les connétables, les camériers) y apparaissent rarement, alors que les officiers mineurs ont bien plus de poids dans l'espace urbain, comme les stratigots, les baillis et les catépan, qui sont bien souvent d'origine locale. Ainsi, une grande partie du gouvernement municipal demeure entre les mains d'officiers d'extraction locale et ce sont encore les élites autochtones qui partagent le gouvernement avec la monarchie palermitaine.

La tentation inévitable de voir ce qui se passe au nord de Rome porte à constater que les formes méridionales de gouvernement autonome ne peuvent leur être comparées. Pour l'A., la présence d'une structure institutionnelle de référence telle que le Royaume rendit inutile que les villes méridionales provoquassent une crise institutionnelle qui nécessitât la création de nouvelles formes de gouvernement : « *South Italian urban communities may well have felt secure enough under royal rule not to need to establish similar detailed written statutes* » (p. 122). Les solutions à la crise de 1189-1220 (les années de « présence absence » des souverains) sont la plus claire démonstration de la solidité et de la maturité des structures urbaines locales. Cela peut alors expliquer leur capacité à se maintenir même en l'absence de pouvoir central pendant aussi longtemps. Il est certes trop simplificateur, comme le fait l'A., de dire que les politiques de Tancrede et d'Henri VI pour les villes sont comparables (p. 134). Il aurait fallu alors, mais cela l'éloignait du sujet de ce livre, vérifier ce qu'il advient des villes et de leur rapport avec la monarchie pendant les trente années du règne de Frédéric II et durant la transition des Souabes aux Angevins.

La deuxième partie du volume est une étude transversale sur l'« *Urban society : community, identity and wealth* » (p. 163-262). Si, en raison d'une documentation plutôt rare, les synthèses sur la population et l'économie, mais aussi sur la composition des communautés urbaines, ne sont pas très originales, de bien plus amples horizons s'ouvrent cependant à travers les réflexions sur « *Church, Bishop and Civic Identity* » (chap. VIII, p. 226-245). Ici aussi, l'A. tend à renverser l'image habituelle de Roger et des deux Guillaume, attentifs à contrôler les élections au sein de l'Église mais voués à être des modèles négatifs par des observateurs comme Jean de Salisbury. En effet, les évêques ne sont ni d'extraction locale ni résidents et encore moins en syntonie avec les communautés. Pourtant, n'ayant pas de pouvoirs seigneuriaux significatifs sur les villes,

des motifs de forte conflictualité sont absents. La construction des cathédrales, les inventions et les transferts de reliques, les saints nouveaux représentent les moments où les évêques et les ecclésiastiques contribuent à satisfaire « *a greater need for an imagined community* » (p. 242) de leurs paroissiens.

Le volume se conclut par un bref appendice sur la famille d'Otto Nauclerius de Bari (p. 266-269), la bibliographie et l'index. Ce dernier ne contient toutefois qu'une partie des personnes citées dans le texte.

Francesco PANARELLI.

Steffen PATZOLD. — *Episcopus. Wissen über Bischöfe im Frankenreich des späten 8. bis frühen 10. Jahrhunderts*. Ostfildern, J. Thorbecke, 2008, 659 p. (Mittelalter-Forschungen, 25).

Le titre du livre, présenté ici, pourrait surprendre : parler du « savoir » sur des évêques fait penser à une encyclopédie, voire à un lexique, mais gare aux conclusions hâtives ! Ce travail est beaucoup plus qu'un bilan de nos connaissances sur les prélats du haut Moyen Âge. En mettant les évêques au centre de l'analyse, l'A. présente une nouvelle réflexion sur la société et le fonctionnement de ce qu'on appelle communément l'« État ».

Ce livre, qui est issu d'une habilitation à diriger des recherches soutenue en 2005/2006 à l'université de Hambourg, est novateur à plusieurs titres, à commencer par l'approche méthodique : étant conscient que le débat sur le fonctionnement de l'« État » médiéval, sujet favori des historiens allemands depuis le XIX<sup>e</sup> s., est, outre-Rhin, toujours lourdement chargé par le poids de l'époque national-socialiste – le terme *Herrschaft* est ainsi quasi inutilisable –, S. Patzold préfère avoir recours à un modèle sociologique qui considère la réalité comme un tissu constitué de multiples liens entre des conditions sociales générales et la perception et l'interprétation de celles-ci faites à partir des expériences individuelles et collectives, modèle qui a été mis au point par P. L. Berger et T. Luckmann (*Die gesellschaftliche Konstruktion der Wirklichkeit. Eine Theorie der Wissenssoziologie*, Francfort-sur-le-Main, 2003). La somme de ces connaissances et expériences constitue alors le « savoir » qui crée la réalité sociale et qui permet aux acteurs de donner un sens à leur vécu et s'orienter dans la société.

Cette approche a encore deux autres avantages pour le médiéviste que S. Patzold met pleinement

au profit de ses analyses. « État » et « Église » sont considérés comme étant des sphères qui ont à cette époque une tendance à se confondre, et le « savoir sur les évêques » se trouve dans des sources de natures très diverses, qu'elles soient normatives, narratives, voire liturgiques. C'est ainsi que l'A. cherche à connaître les catégories de savoir sur les évêques qui étaient établies, diffusées et socialement efficaces aux IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> s., période qui a, quant aux prélats, suscité moins d'attention que les périodes voisines, marquées par ladite « *Bischofsherrschaft* » tardo-antique et l'Église impériale sous les Ottoniens et les Saliens.

Pour passer à la thèse principale du livre, S. Patzold montre que les années 820 constituent une période majeure pour le changement du rôle que les évêques ont joué et le savoir qui était alors produit à leur sujet. Marqués à la fois par un sentiment de crise dans laquelle se trouvait l'Empire de Louis le Pieux et la Réforme carolingienne, les savants – pour l'essentiel des évêques eux-mêmes – redéfinirent leur charge en s'appuyant sur des textes patristiques, dont notamment la *Regula pastoralis* de Grégoire le Grand, mais aussi les réflexions de Gélase I<sup>er</sup> à propos des deux pouvoirs suprêmes, l'un séculier et l'autre spirituel. En résultent l'*Ordinatio* de 823/825 et surtout les actes du concile de Paris de 829, dont la doctrine est considérée comme étant le « modèle de Paris » : les prélats y sont définis comme des successeurs des apôtres, auxquels revient, en tant que tels et sans égard pour leur origine sociale, un ministère qui leur donne l'autorité de rétablir l'ordre voulu par Dieu et qui se manifeste dans leur droit et leur devoir de prendre en charge le salut des fidèles et de protéger le peuple qui leur est confié.

Il est important de souligner que S. Patzold ne voit pas ici une tentative des évêques d'établir une hégémonie de l'Église sur l'empereur. C'est en effet seulement dans le domaine pastoral que ce dernier est soumis à leur autorité. L'A. évite aussi, bien sûr, une vision bipolaire du pouvoir, selon laquelle la société de l'époque serait dirigée par le roi et la noblesse. Les instruments principaux dont disposent les évêques pour rendre l'humanité meilleure sont la confession, la pénitence et l'excommunication.

Contrairement à ce qui a été souvent dit, S. Patzold montre que ces efforts de redéfinition du rôle épiscopal n'étaient pas vains, mais qu'ils ont pris du temps. La destitution de Louis le Pieux en 833, sa pénitence publique mise en scène d'après les catégories du « modèle de Paris », et sa ré-investiture sur le trône, ainsi que le procès contre Ebbon de Reims en 835 sont ici des moments-clefs pour imposer et